



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 03/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/7/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

S.A.S. DURANCE GRANULATS

Route de la Durance
13860 Peyrolles-En-Provence

Références : D-2025-0023
Code AIOT : 0006401317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement S.A.S. DURANCE GRANULATS implanté Chapeliers Route de la Durance 13860 Peyrolles-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.S. DURANCE GRANULATS
- Chapeliers Route de la Durance 13860 Peyrolles-en-Provence
- Code AIOT : 0006401317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Durance Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires, autorisée par arrêté préfectoral de 2012 modifié/complété.

L'exploitation s'effectue depuis 2020 uniquement "à sec", sur les secteurs de Fort de Pyrolles, Fort de Jouques, Logis d'Anne et Pavillon.

Après extraction des alluvions à la pelle hydraulique, l'excavation est remblayée par des déchets inertes extérieurs, avec une remise en état permettant un usage agricole des terrains (après une période dite de "convalescence").

Les alluvions sont transportées vers l'usine par convoyeurs à bande.

Thèmes de l'inspection : contrôle inopiné des déchets mis en remblais sur le site dans le cadre de son réaménagement agricole. Organisme mandaté par la DREAL : ERG Environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déchets	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 3.1.4.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
3	Déchets	AP Complémentaire du 02/12/2020, article 2.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats du contrôle inopiné des déchets mis en remblai (analyse de prélèvements d'échantillons) ayant montré des dépassements des concentrations maximales autorisées (paramètres fraction soluble et sulfate) pour les déchets inertes dits « classiques », il est demandé à l'exploitant d'expliquer ces dépassements et de faire part de son plan d'actions, sous 1 mois.

S'agissant de l'augmentation du rythme de remblayage des secteurs agricoles extraits (à partir de déchets inertes extérieurs), suite aux compléments apportés par l'exploitant en juin 2024 au dossier initial de PàC (porter à connaissance) de fin 2022, l'instruction est finalisée et l'Inspection des installations classées proposera prochainement au préfet d'acter les modifications sollicitées par le pétitionnaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none">- Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 3.1.4.- AM du 22/9/1994 Carrières, article 12.3 II
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets autorisés en remblayage
Prescription contrôlée : <p>La réception de matériaux de construction et de démolition est autorisée sous réserve que ceux-ci soient inertes (arrêté ministériel du 6 juillet 2011). Les matériaux autorisés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Béton ;- Briques ;- Tuiles et céramiques ;- Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses ;- Mélange bitumineux ne contenant pas de goudron ;- Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses ;- Terres et pierres ;- Déchets de ballast ;- Tous déchets inertes non dangereux ayant fait l'objet d'un CAP. <p>(...)</p>
Constats : <p>Contrôle inopiné des déchets mis en remblais, réalisé le 11/7/2024 par le prestataire ERG mandaté par l'IIC.</p> <p>Au regard du rapport ERG reçu le 08/8/2024, il ressort des non conformités, pour 11 des 18 échantillons analysés (sur 9 sondages au total, et 23 échantillons prélevés) vis à vis des critères "inertes" des déchets. Les dépassements concernent les paramètres sur éluat FS (fraction soluble) et sulfates.</p> <ul style="list-style-type: none">• 7 échantillons correspondent à du déchet inerte "classique"• 10 échantillons correspondent à du déchet inerte dit "facteur 3" (au sens de l'annexe II de l'AM du 12/12/2014) et nécessitant une autorisation préalable• 1 échantillon correspond à du déchet non dangereux non inerte (avec FS = 22 800 mg/kg de MS, et sulfates = 15 600 mg/kg de MS). <p>Par courriel du 12/7/2024, l'exploitant a indiqué qu'il contestait la méthodologie du contrôle inopiné, avec l'appui de son syndicat professionnel l'UNICEM.</p> <p>Par courriel du 14/8/2024, l'IIC a demandé des explications et le plan d'action de l'exploitant.</p> <p>Malgré des échanges réguliers avec l'exploitant jusqu'à fin 2024, aucun élément n'a été reçu à date (31/01/2025).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Dans un délai d'1 mois à compter de la notification du présent rapport, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">• donne des explications sur les non-conformités relevées• transmet son plan d'actions avec calendrier, notamment les opérations de retrait qu'il compte opérer• indique les mesures prises/prévues pour éviter que de nouveaux chargements de déchets non conformes soient mis en remblai.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. (...)
Constats : L'exploitant présente sa procédure "d'accueil de déchets inertes", datée de mai 2023, en cours de mise à jour. Les déchets admis relèvent des codes 17 05 04 (terres et cailloux) et 17 01 01 (blocs béton).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sa procédure d'accueil des déchets inertes mise à jour, sans délais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/12/2020, article 2.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Rythme de remblayage avec DI
Prescription contrôlée : La quantité de déchets inertes mis en remblais dans la carrière pour son réaménagement agricole (secteurs extraits à sec) est en moyenne de 159 000 m ³ /an (soit environ 350 000 t/an), de 2019 à 2039.
Constats : Le dossier de PàC sollicitant une augmentation du rythme de remblayage, initialement déposé le 24 novembre 2022 dernièrement modifié (version 2) le 3 juin 2024, fait état des capacités de déchets inertes suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 500 000 t/an (soit 227 000 m³/an) en moyenne (au lieu de 350 000)• 600 000 t/an (soit 275 000 m³/an) au maximum. Les derniers bilans annuels des DI admis (déblais terreux et blocs béton) : <ul style="list-style-type: none">- 2023 (zone de remblayage : Logis d'Anne) : 539 076 tonnes- 2024 (zone de remblayage : Logis d'Anne) : 356 846 tonnes Suite aux compléments apportés par l'exploitant en juin 2024 au dossier initial de PàC (porter à connaissance) de fin 2022, l'instruction est finalisée et l'Inspection des installations classées proposera prochainement au préfet d'acter les modifications sollicitées par le pétitionnaire.
Type de suites proposées : Sans suite